

Communiqué de presse

Actionnaires et activistes dénoncent les investissements nocifs de la BNS lors de l'assemblée générale aujourd'hui à Berne

Berne, le 25 avril 2025 - La Banque nationale suisse (BNS) investit dans des entreprises qui contribuent de manière décisive à la destruction d'écosystèmes vitaux tels que l'Amazonie et le Cerrado. Leurs activités menacent non seulement la biodiversité et le climat, mais aussi, à long terme, la stabilité financière et économique mondiale. Aujourd'hui, à Berne, actionnaires, activistes et organisations de la société civile dénoncent cette politique, à l'occasion de l'assemblée générale de la BNS. Elle demande à la Banque nationale de définir des critères d'exclusion contraignants, d'exercer activement ses droits d'actionnaire et de mettre en œuvre une stratégie d'escalade cohérente à l'égard des entreprises dont les pratiques commerciales portent atteinte au climat et aux droits humains.

La coalition exige une politique monétaire et financière respectueuse de l'environnement et du climat. Dès 8h45, une action autorisée se tiendra devant le Kursaal (Kornhausstrasse 3, 3013 Berne) - avec des banderoles, des flyers, des discussions avec des actionnaires et une action "photo" à 9h. Des actionnaires indignés prendront ensuite la parole directement lors de l'assemblée générale.

Photos de l'action à télécharger (dès 10h) : [LINK](#)

Malgré des violations de l'environnement et des droits humains bien documentées, la BNS détient dans son portefeuille environ un quart des entreprises identifiées comme menaçant les "points de bascule environnementaux" selon [l'étude UCLA](#) (1). Parmi elles, les trois entreprises suivantes menacent l'Amazonie en particulier. (2) :

- **Bunge** (environ 31 millions de CHF) : cette entreprise est coresponsable de la déforestation dans le Cerrado et l'Amazonie, notamment par l'intermédiaire de fournisseurs impliqués dans des pratiques illégales.
- **ADM** (environ 68 millions de CHF) : l'entreprise participe à la destruction de plus de 39'000 hectares de forêt tropicale, en lien avec des conflits fonciers et un manque de transparence.
- **JBS** (estimé à 15 millions de CHF) : premier producteur de viande au monde, JBS a été condamné pour déforestation illégale, corruption, accaparement de terres et exploitation de travail forcé.

Ces investissements dans des entreprises contribuant à la déforestation ne sont pas seulement en contradiction avec la directive d'investissement de la BNS, qui stipule que celle-ci ne doit pas détenir d'entreprises violant massivement les droits humains ou causant des dommages environnementaux graves de manière systématique. Ils vont également à l'encontre des valeurs fondamentales de la Suisse, que la BNS prétend pourtant prendre en compte dans sa politique de placement.



Lors des deux dernières assemblées générales de la BNS, des délégations de Tanzanie, d'Ouganda et d'Argentine ont dénoncé l'impact désastreux des investissements de la BNS sur leurs communautés.

Nos revendications :

- **Mettre en place des critères d'exclusion contraignants** : La BNS doit fixer des règles claires pour ses investissements - et contrôler strictement leur respect par des prestataires de services externes.
- **Utiliser les droits de vote** : La BNS doit utiliser activement ses droits d'actionnaire pour mettre fin aux pratiques commerciales nuisibles à l'environnement et portant atteinte aux droits humains. Pour ce faire, les entreprises doivent présenter des objectifs définis dans le temps, mesurables et communiqués publiquement.
- **Mettre en œuvre une stratégie d'escalade** : Si les entreprises ne réagissent pas, elles doivent être exclues du portefeuille de la BNS dans un délai clairement défini.

Citations :

Commentaire d'Asti Roesle, responsable du thème “finance et climat” à l'Alliance climatique suisse : « Si la BNS ne tient pas compte des facteurs climatiques et environnementaux dans ses décisions monétaires, elle agit à court terme et ne respecte pas le principe de précaution. On doit pouvoir exiger d'une banque nationale qu'elle prenne en compte, par sa politique monétaire et financière, les intérêts généraux du pays, y compris pour les générations futures. »

Commentaire de Guillaume Durin, BreakFree Suisse: « La Banque nationale suisse (BNS) viole ses propres lignes directrices en investissant dans des entreprises comme Bunge, ADM et JBS, régulièrement accusées d'être impliquées dans la déforestation, le travail forcé et les violations des droits des peuples autochtones. En tant qu'investisseur passif, elle se rend complice de la destruction d'écosystèmes essentiels à l'équilibre de la biosphère et à l'avenir de l'humanité. La BNS doit changer de cap. »

Informations complémentaires :

- (1) Étude UCLA “[Financial interactions with ecosystem tipping points](https://www.ucl.ac.uk/bartlett/publications/2024/oct/financial-interactions-ecosystem-tipping-points)”
- (2) Lien vers les 3 études de cas sur : <https://notre-bns.ch/theme/investissements-nuisibles/>

Dossier de presse :

<https://drive.google.com/drive/u/4/folders/1iRo4RN0HdzAy98zm0s1vt5QGw8jtlSO>

Qu'est-ce que la coalition « Notre BNS » ?

La coalition BNS est un regroupement d'organisations de la société civile et de personnes engagées pour une Banque nationale suisse compatible avec les objectifs climatiques. Plus d'informations et la liste des membres sur <https://notre-bns.ch/>



Contacts :

Asti Roesle

Responsable du thème "finance et climat"

Alliance Climatique Suisse

asti.roesle@klima-allianz.ch

+41 79 277 33 85

Français :

Guillaume Durin

BreakFree Suisse

guillaume_durin@protonmail.ch

Whatsapp/Telegram : 0033664948443

Simon Berthoud,

Responsable de la communication

Alliance Climatique Suisse

simon.berthoud@alliance-climatique.ch,

+41 77 449 46 93